

De la F.E.D.

à la zone trans-atlantique

Bankster's Business !



Aline - Mariali de Diéguez
<http://aline.dedieguez.pagesperso-orange.fr>

EA - KZIRZICSETRA - N°22

1 - C'est là que tout a commencé

Il était une fois un pays plus heureux que celui de Cocagne que la légende situe près de Naples et dont une montagne magique occupait le centre. Crachant à profusion de gros sandwiches bourrés de viande et des boîtes d'un liquide marron, sucré et pétillant, ce Vésuve alimentaire plongeait ses habitants dans la félicité. Plus béni des dieux qu'Argos, dans lequel Danaé, la belle captive, fut fécondée par le roi des dieux métamorphosé en une pluie d'or, ce lieu de rêve aimantait les aspirations d'une partie non négligeable de l'humanité. Le Dieu-Dollar régnait en maître incontesté en ces contrées enchanteresses et ses tentacules enserraient la planète de l'orient au ponant et du septentrion au midi. Ses temples de verre et d'acier surgissaient de terre comme petits rosés dans les prés après la pluie. Durant près d'un siècle les prêtres de cette divinité s'étaient gavés d'une nourriture alléchante offerte par les servants du Dieu de papier qui leur offrait des rendements qui dépassaient leurs espérances les plus folles. Ils n'avaient pas senti l'odeur de pourriture qu'elle dégageait. La Bourse flambait et la courbe des indices, telle l'échelle de Jacob, semblait devoir monter jusqu'au ciel.

2 - Des trous dans le manteau d'or



" L'Empereur marchait en tête de la procession sous le magnifique dais, et de la rue, aux fenêtres , on s'extasiait: "Comme les nouveaux habits de l'empereur sont beaux ! La traîne du manteau, quelle merveille et comme elle s'étale avec splendeur!" Personne ne voyait rien, mais personne ne voulait le laisser paraître , de crainte de se montrer indigne de sa fonction ou stupide. Jamais l'empereur n'avait connu un tel succès vestimentaire."Mais il n'est pas habillé du tout , il est tout nu!", s'écria un enfant dans la foule." (Les habits neufs de l'empereur , conte d'Hans Christian Andersen, publié pour la première fois en 1835.)

Pendant que les financiers, les économistes, les politiciens, les spécialistes de tout poil de la chose monétaire se relaient aujourd'hui en une longue procession et essaient de faire croire au monde qu'ils continuent de tenir réellement entre leurs mains la "**merveilleuse traîne**" du système bancaire international qui, depuis des lustres, "**s'étale avec splendeur**" sous les yeux éblouis des badauds à leur fenêtre, un enfant crie dans la foule : "**Mais le Dieu-Dollar n'est pas habillé du tout, il est tout nu !**" **De profundis clamavi ad te Domine. Dieu-Dollar, écoute ma voix ...** implorent les fidèles. **Le marché finit toujours par remonter et par battre de nouveaux records** " leur répond l'écho. Quelques trous malencontreux sont, certes, apparus dans le sublime manteau d'or, mais restez stoïques et laissez passer la tempête, claironnent leurs grands prêtres sur toutes les ondes et les télévisions de la terre.

Il suffira de raccommoier la précieuse étoffe avec quelques centaines de milliards de dollars prélevés dans la poche des contribuables et le tour sera joué. Car le mythique fleuve Pactole existait bel et bien, mais les pépites d'or s'étaient métamorphosées en milliards de billets verts qui fécondaient généreusement l'Empire depuis la fabuleuse invention, le 23 décembre 1913, de l'escroquerie du millénaire qu'avait été la création de la FED (*Federal Reserve System*) et de sa monnaie privée, **système perfectionné à partir du 15 août 1971** par la décision d'une brochette d'alchimistes qui avaient sévi sous la présidence Nixon . Ils avaient réussi à faire croire au monde entier que leur papier verdâtre imprimé à volonté avait la même valeur que de l'or bel et bon qui garantissait depuis des siècles la stabilité des monnaies nationales et qu'ils avaient rabaisé au rang de "*devise barbare*".

Voir : Voyage circummonétaire à la recherche du Roi Dollar et découverte de la caverne d'Ali-Baba

Cette escroquerie financière initiale avait permis à ses heureux bénéficiaires de métamorphoser leur nation en Picrocholand belliqueux des temps modernes. Comme le roi Picrochole, célébré par Rabelais qui, à la tête de ses armées attaquait à tout vat ses voisins et qui mena l'inoubliable **Guerre des fouaces** dans le **Gargantua**, les Etats-Unis, première puissance militaire de la planète, attaquent, bombardent, détruisent, pillent et volent sans vergogne tous les Etats de la planète dont ils convoitent les richesses et envoient au diable les lois internationales.

La FED, roi Midas des temps modernes



Certes, les habitants de ces contrées enchantées ont la bosse du commerce. Mais ils pouvaient d'autant plus aisément accumuler des richesses qu'ils s'étaient attribué un privilège monétaire exorbitant qui leur permettait de satisfaire tous leurs désirs et d'imposer leurs lois commerciales au reste du monde. A tous les coups l'on gagne, jubilaient-ils en se frottant les mains, tout heureux d'avoir réussi à flouer la planète entière. En effet, grâce à la fabuleuse escroquerie monétaire dont bénéficiait l'Empire, un gigantesque royaume des ombres grouillait, s'épanouissait et prospérait dans les sous-sols des forteresses bancaires. La termitière fonctionnait quasiment en vase clos.

Une ingénierie subtile, minutieusement mise au point et constamment réactualisée réglait et conditionnait la vie politique et sociale du pays et telle une colossale hydre de l'Herne aspirait par ses mille bras et ses mille têtes les forces vives de la quasi totalité de l'univers.

Voir : Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale - Le machiavélisme des hécatonchires de la finance international & - Du Système de la Réserve fédérale au camp de concentration de Gaza : Le rôle d'une éminence grise: le Colonel House

3 - Petit conte immoral



Il était une fois trois petits cochons spécialisés dans la production de légumes. Dans les contes de fées, les petits cochons ne se contentent pas de manger des légumes, ils peuvent aussi les cultiver. Mais un petit cochon reste un petit cochon avec une cervelle de cochon, si bien que l'un a produit beaucoup trop de poireaux. Des tombereaux de poireaux remplissent sa réserve et lui restent sur les bras. Ils commencent à pourrir doucement. Ses compagnons se trouvent dans la même situation, l'un avec des carottes, l'autre avec des navets. Les clients se font rares, ils sont saturés de légumes, gémissent-ils en chœur ! **Que faire?** "Eurêka, a un jour crié le chef des petits cochons - on sait que

dans tous les troupeaux, il y a un toujours un meneur - créons un **système d'échanges**, créons un **SWAP légumier** et nous séduirons davantage de clients." Ni une, ni deux, sitôt pensé, sitôt réalisé.

Ils mirent donc en commun leur production et la répartirent en petits paquets dans l'espoir de l'écouler plus commodément. Mais un petit cochon reste un cochon, comme il est dit plus haut, et ils en profitèrent pour écouler également et en tapinois tous les légumes pourris et fanés qui traînaient dans leurs réserves. Certes, ces denrées n'étaient plus consommables. Mais, pffftt, même s'ils n'étaient aujourd'hui que des sortes de "*dettes*" aussi peu négociables que les hypothèques non remboursables des **subprimes**, il fut un temps où ils avaient été des légumes frais et pimpants. Donc, en avant pour le SWAP.

Voir : La "main invisible du marché": Une histoire de "bulles", de "subprimes", de "monolines" et autres merveilles de la "finance structurée"

Ils baptisèrent cette jolie escroquerie **titrisation** et offrirent un intérêt attrayant pour ces obligations d'un nouveau genre afin d'attirer les chalands. Ce fut la ruée, car les clients des petits cochons ne sont pas aussi intelligents que les petits cochons. Ils se font piéger à tous les coups par des râteliers remplis d'aliments et oublient de regarder le minerai de cheval, de chèvre, de lapin, de rat qu'ils avalent dans lequel quelques particules de vraie viande sont détectables à la loupe. Après ce premier succès, nos rusés lascars, de plus en plus audacieux, entreprirent de perfectionner le système. Comme il leur restait encore des stocks de marchandise pourrie, donc invendable, ils décidèrent d'inventer un **effet de levier** et de mettre sur le marché des **obligations** assorties d'un intérêt encore plus élevé portant sur le bénéfice qu'ils **auraient potentiellement retiré de la vente** de leur marchandise virtuelle. Nous calculerons, dirent-ils, le montant que nous aurions retiré de la vente potentielle de nos surplus, nous transformerons cette espérance de bénéfice en obligations que nous mettrons sur le marché.

Ainsi nos acheteurs pourront **échanger**, (*to swap*) non pas directement nos légumes qui sont trop pourris pour être directement vendus ou consommés - autrement dit les titres, tout aussi pourris, des dettes hypothécaires que leurs propriétaires étaient trop pauvres pour parvenir à les rembourser - mais les éventuels bénéfices que les vendeurs auraient retiré de leur commerce. Ces **CDO (collateralised debt obligations)** rencontrèrent le succès espéré et leur rapportèrent gros, personne n'étant assez curieux pour ouvrir les paquets et en vérifier le contenu.

Nos petits cochons, de plus en plus gras, le teint de plus en plus rose et la queue frisottante battant la mesure au rythme de la douce musique des écus tombant en grêle dans leur bauge, jubilaient. Tant que les bénéfices s'accumulaient, les clients ne pipaient mot et surtout pas les organismes officiels chargés du contrôle des titres, et qui s'étaient eux-aussi précipités sur ce juteux râtelier. Achat, vente, remise rapide dans le circuit, les CDO circulaient de main en main à la vitesse d'un TGV, gonflaient à chaque changement de propriétaire et s'accumulaient avantageusement en une fringante pyramide dans les bilans des banques les plus huppées de la planète tout entière - donc, y compris en France, en Grèce, en Espagne, en Italie, à Chypre et *tutti quanti*.



Swap, swap, swap, CDO, CDS

Mais comme l'imagination frauduleuse de tous les petits cochons de la planète financiero-légumière ne connaît pas de limites, et à l'aune de leur propre cupidité, nos ingénieurs suidés réussirent à s'attirer la complicité d'une brochette "**d'ingénieurs quantitatifs**" qu'ils nourrissaient grassement - ils les appelaient affectueusement des **quants**. Ils les chargèrent de la mission d'élaborer un montage financier fumeux judicieusement camouflé sous de savantes équations mathématiques. Ceux-ci réussirent le prodige de mettre à leur disposition des équations si compliquées et au cheminement si tortueux que personne n'était réellement capable d'en comprendre le sens; eux-mêmes s'y perdaient.



Mais, alléluia ! Ce labyrinthe mathématique réussissait le prodige de créer automatiquement et quasiment par magie des "**produits dérivés**", qui avec une mise modérée permettaient de parier à la hausse ou à la baisse et soit d'empocher des bénéfices mirobolants, soient de subir des pertes colossales. M. Kerviel fut l'un des célèbres clients de ce casino. Chez nos petits cochons, ce fut l'extase. Ils applaudirent d'autant plus bruyamment la création de ce nouveau "produit" que le nom choisi créait un malentendu très favorable à leur commerce. En effet, ces obligations ne **dérivaient** - au sens de "ne découlaient" - que de la logique interne des équations produites par les **quants** et ne **dérivaient** nullement d'une quelconque réalité économique concrète à laquelle elles auraient pu être rattachées, pas même aux légumes pourris. Elles ne circulaient que dans la stratosphère de l'imagination cupide des cochons-boursicotiers et de leurs acolytes mathématiciens.

Ils se souvenaient de l'astuce des gros suidés qui, au moment de la naissance de leur divinité, avaient accolé à leur organisme chargé de créer la monnaie le mot "*federal*" (*Federal Reserve System*) pour faire croire qu'il représentait le gouvernement fédéral américain, alors que cette banque centrale privée ne "*fédérait*" - c'est-à-dire ne regroupait - que les douze circonscriptions géographiques réparties sur le territoire qui, ensemble, constituaient l'organisme privé des banquiers créateurs de leur monnaie tout aussi privée, devenue la divinité universelle des temps modernes.



Mais rien n'est parfait en ce bas monde et une vilaine moisissure commençait de monter le long des murs des temples de la finance. Se sachant eux-mêmes parfaitement malhonnêtes et conscients de la pourriture de leurs titres, les cochons-banquiers se sont mis à nourrir une méfiance légitime les uns à l'égard des autres. Nos astucieux financiers inventèrent alors le troisième étage de leur fusée financière, une sorte de contrat bilatéral ou trilatéral de protection entre acheteur et vendeur qu'ils baptisèrent **CDS (credit default swaps)**. Titrisé et flanqué d'un rendement encore plus alléchant, le CDS fit merveille lui aussi. ... Et les titres s'empilaient, s'empilaient, s'empilaient Plus ils s'empilaient, plus les bilans des banques brillaient comme mille soleils.

4 - Les banquiers deviennent des banksters

Il est à remarquer qu'aucune valeur réelle n'a jamais été échangée, les opérations ayant toujours porté sur des bulles et des pyramides virtuelles. Ce sont elles qui ont fait les beaux jours des banquiers-spéculateurs et qui sont aujourd'hui disqualifiées et vilainement traitées de "**produits toxiques**". C'est ainsi que des créances colossales, impossibles à rembourser, puisque ne reposant sur aucun bien réel, se sont accumulées dans le ciel de la finance internationale et qui, ajoutés aux sommes prêtées à des Etats dépensiers ou insolubles, forment un gros nuage noir annonciateur d'orages dévastateurs. Mais il semble que telle la machine de la **Colonie pénitentiaire** de Kafka, le meccano financier se soit emballé. Devenu fou il est en passe d'enfoncer dans le front de ses servants la grande aiguille mortelle d'une **banqueroute-récession-déflation-escroqueries en tous genres**, qui risque de faire exploser la machinerie bancaire internationale tout entière, puisque les turpitudes du pays de Cocagne nord-américain ont contaminé tous les Etats suivistes du Vieux-Monde et que la lèpre s'est répandue sur la planète entière.

Comme les Européens n'avaient pas à leur disposition les ressources miraculeuses du fleuve Pactole qui prend sa source dans les souterrains de Réserve Fédérale, très rapidement, les benêts politiques du Vieux Monde, encadrés par une brochette de fonctionnaires bruxellois dépourvus de tout bon sens politique et admirateurs frénétiques de tout ce qui vient outre-Atlantique, ont appliqué un libéralisme échevelé avec un zèle de néophytes - avec l'aide de puissants lobbies - et ont permis aux grands prêtres de leurs propres temples de la finance de donner libre cours à leur avidité et à leur cupidité.

Voir :- Il était une fois la Mondialisation ... Vue d'ensemble sur la nouvelle religion planétaire

5 - L'exemple français



Le 3 janvier 1973, la France, sous la présidence de M. Georges Pompidou, s'est dotée d'une loi portant sur la réforme des statuts de la banque de France (loi 73-7 du 3 janvier 1973) qui lâchait la bride à ses banquiers et leur permettait de rejoindre leurs collègues nord-américains dans le grand casino mondial. En son article 25, il est précisé que « **le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France** ». Il s'agit d'un bouleversement gigantesque du fonctionnement de l'Etat puisqu'il signifie que la Banque de France ne peut plus avancer l'argent nécessaire au fonctionnement des administrations et qu'en attendant les rentrées fiscales, l'Etat est devenu un emprunteur comme n'importe quel autre citoyen auprès des banques privées.

Et toujours comme n'importe quel autre citoyen, il doit payer des intérêts sur le montant des emprunts, alors que le rôle d'une banque centrale est précisément d'effectuer l'avance des sommes, naturellement sans les charger du moindre intérêt. L'article 25 de la loi de 1973 a été abrogé, mais il a été repris presque mot à mot à l'article 104 du traité de Maastricht et gravé dans le marbre du Traité de Lisbonne, art 123.

Ce remplacement a aggravé la situation, puisque gravée dans un traité international, cette disposition ne peut être abrogée par le Parlement national. Il s'agissait là d'un grave renoncement à une fonction régalienne qui avait été la sienne depuis qu'il existait un Etat, celle de battre monnaie. A partir de l'archétype de fonctionnement qu'est celui de la Réserve Fédérale, la France entrain dans la machine infernale de **l'argent-dette**, donc de **l'endettement universel des Etats**, de l'appauvrissement des citoyens et de l'enrichissement exponentiel des banquiers et des actionnaires, les véritables usuriers des temps modernes, ainsi que de l'asservissement des Etats aux banquiers.

Aujourd'hui, la France s'endette de 5 500 euros de plus chaque seconde, soit 475 millions d'euros PAR JOUR, et près de 174 milliards par an. La dette publique de la France atteint 1788 milliards, soit 90,2% du PIB, ce qui représente l'équivalent de 26 300 euros pour 65 350 000 habitants au 1er janvier 2012. Le déficit budgétaire de 2012 a été de 87,2 milliards d'euros. [1]

Chaque seconde qui passe augmente les intérêts de la dette publique de la France de 2490 €, soit plus de 43 milliards payés chaque année sur une dette publique totale qui, en septembre 2011 s'élevait à 1 88 800 000 000 € environ soit une dette de 25 830 € par Français. [2]

Ancien employé de la banque Rothschild, le Président Pompidou remerciait son ancien employeur. Ainsi naquit la dette perpétuelle de la France. Actuellement, et selon les chiffres fournis par **Maurice Allais**, (1911-2010), seul prix Nobel d'économie français, **93% de la dette française est attribuable aux intérêts compensés.**

Mais la France n'est nullement un cas isolé. Les dettes de tous les Etats deviennent des océans impossibles à écluser et les nations sont ficelées au bon vouloir d'institutions financières privées, de plus en plus arrogantes, de plus en plus gourmandes, de plus en plus opulentes face à des citoyens de plus en plus harassés, pressés, harcelés par des dirigeants eux-mêmes apeurés et tremblants devant leurs nouveaux maîtres, les "changeurs" des temples de la finance internationale.

Voir - L'usure, axe central de l'histoire de l'Occident, 22 janvier 201

6 - Consolidation du statut des banksters

Onze ans plus tard, grâce à la décision du socialiste Jacques Delors, alors Ministre des finances lors du premier septennat Mitterrand, une nouvelle étape a été franchie dans l'asservissement des citoyens français aux banquiers. Les banques obtinrent en 1984 le privilège de participer à grande échelle au casino financier mondial inauguré outre-Atlantique. En effet, à partir de cette date, la séparation entre les banques de dépôt et les banques d'affaires ayant été abolie au profit d'une "**banque universelle**", les financiers étaient désormais libres d'utiliser à leur gré les dépôts des clients. Avec la rapidité de l'éclair, les banquiers et autres capitalistes français se sont mis à l'heure américaine et ont adopté les vices et les salaires princiers du système financier anglo-saxon. La nouvelle cagnotte mise à leur disposition a permis aux casinotiers d'un nouveau genre de se lancer dans les spéculations et des paris avec des effets de levier dont l'affaire Kerviel a illustré les dérives.



Mais la décision du ministre socialiste n'a pas seulement eu un impact décisif sur le fonctionnement des banques. Sans que les citoyens en fussent avertis le moins du monde, elle métamorphosait radicalement le statut de leurs relations avec leurs banques, ainsi que celui de l'argent qu'ils déposaient en toute confiance dans ces établissements et qu'ils croyaient toujours demeuré un bien propre qu'ils auraient confié en gardiennage à des institutions honnêtes et prudentes. Fatale erreur. Ils ignoraient qu'ils en perdaient la propriété. A partir du moment où l'argent arrive sur le compte du client, **il devient la propriété de la banque**. C'est ainsi que de **dépôt** d'un bien - l'argent des clients - se métamorphose instantanément, pour le déposant en une **simple créance sans garantie réelle**. Certes, juridiquement, la banque **doit** rembourser le créancier si celui-ci en fait la demande, mais si le débiteur est insolvable, le créancier est ruiné. C'est pourquoi, afin de tenter de rassurer les déposants, l'Etat clame qu'il a prévu de se porter caution, en cas de défaillance des banques, mais à hauteur de 100 000€ seulement - et cela pour l'instant.

Pour ce faire, il a prévu un "**Fonds de garantie des dépôts**" d'un montant de **deux milliards** d'euros environ, soit même pas la moitié de la perte supportée par la Société Générale à la suite de l'affaire Kerviel. L'ensemble des banques françaises ne pourraient donc rembourser les 100 000€ qu'à **20 000 épargnants** ! *Quid* des millions d'autres déposants? Ils sont sept millions rien qu'à la BNP. Les 20 000 heureux gagnants seront-ils tirés au sort? En attendant l'émeute...

7 - Du gangstérisme bancaire et de la truanderie institutionnalisée

Un gros coup de tonnerre s'est fait entendre dans la région la plus excentrée de l'Euroland. Alors que le compteur de la dette publique américaine affiche qu'à chaque seconde celle-ci augmente de plus de 47 200 euros, soit de plus de **4 milliards de dollars chaque jour** et de **1 489 795 918 367 chaque année**, qu'elle devient hors de contrôle, et que depuis sa création le 23 décembre 1913 le dollar a perdu 98% de sa valeur, la foudre est tombée, non pas sur Wall Street ou la City, qui sont inventeurs des manipulations financières frauduleuses décrites ci-dessus et les principaux responsables de l'état calamiteux de la finance internationale, mais sur le plus petit Etat de l'Euroland, la demi-île de Chypre en sa partie sud.

Bombe des dettes américaines

Or, la situation des banques américaines n'est pas meilleure que celle des banques chypriotes. Lors de la faillite de Lehman les dépositaires, considérés, là aussi, comme des créanciers sans garanties, n'ont été remboursés que de huit centimes par dollar déposé (8%) , les créanciers prioritaires étant ceux des fameux produits dérivés énumérés ci-dessus. [3] C'est pourquoi de nombreuses voix commencent à dénoncer l'influence du puissant lobby bancaire basé à Washington et représentant les principales banques de la planète, dans le déclenchement de la crise financière de Chypre et dans la médecine de cheval qui a été appliquée au malade.

Comme Chypre est tout petit, qu'il est soupçonné de mille turpitudes financières avec son puissant voisin russe, les Machiavel de l'Euroland, excités par le FMI et la finance anglo-saxonne désireuse d'éloigner la foudre des rives du Potomak, ont décidé de faire un exemple et de mettre à genoux ce petit paradis fiscal qui a commis le péché d'accepter des fonds douteux russes, fermant les yeux sur les énormes paradis fiscaux que sont le Luxembourg, la City et les Iles anglo-normandes, pour ne parler que des paradis fiscaux européens.

Certes, comme tous les autres banquiers européens, ceux de la demi-île de Chypre, devenus des sortes de casinotiers ont joué à la roulette dans la stratosphère de la finance internationale déconnectée de la réalité économique. Mais les comptes de toutes les banques de la planète, y compris donc celles de l'Eurogroupe, débordent de pseudo crédits - des créances pourries qui ne seront jamais remboursées. D'après les calculs des autorités européennes elles-mêmes lors du "**Stress Test**" effectué en 2011, les dettes auprès des banques des pays regroupés sous le nom de **PIIGS** - c'est-à-dire le **Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne (Spain)** - représentent la coquette somme de... 560 410 000 000 €.



Semi-remorque rempli de caisses de billets de 100€ pour la somme de 2 milliards d'euros

Le déficit budgétaire de la Grèce est de 24 milliards et 125 millions d'euros. Pour éviter la banqueroute, la Grèce doit emprunter cette année l'équivalent de 12 semi-remorques remplis de billets de 100€. Pour ce qui concerne la France, parmi les banques exposées à un risque de non remboursement pour une somme dépassant 10 milliards d'euros, nous trouvons la **BNP** pour 41,1 milliards, la Société **générale** pour 18,2 milliards, le **Crédit agricole** pour 16,6 milliards. Ces chiffres figurent dans **European Banking Authority's website - 2011 Bank Stress Tests. [4]**

La "restructuration" fera allègrement sauter ces prétendus "crédits" dans la colonne "débits". Comme ceux du quintette regroupés sous l'acronyme de PIIGS cités ci-dessus - trouvaille qu'on ne peut éviter de trouver méprisante puisque PIGS=PORCS - les banquiers chypriotes aux abois, imprudents et tout penauds ont fait appel à la Banque centrale européenne, au FMI, à Dieu et à tous les saints.

8 - La punition exemplaire infligée aux Chypriotes

"Recapitalisez-nous, gémissaient les banquiers chypriotes, sinon nous ferons faillite, nous sommes secs, secs, plus secs que des harengs saurs. Vous avez avancé trois cents milliards d'euros à la Grèce, nous ne demandons que dix-sept tout petits milliards."

Mais les fourmis nordiques ne l'entendirent pas de cette oreille. Il s'agissait apparemment de faire un exemple en ayant l'air de punir un paradis fiscal qui aurait traficoté avec la mafia russe, mais en réalité, c'est un moyen d'expérimenter les effets d'un certain moyen, particulièrement immoral et douloureux pour les épargnants, de renflouer l'ensemble du système bancaire mondial qui n'est guère en meilleur état que celui de Chypre, en faisant main basse, comme tous les truands du monde, sur l'argent à leur portée et en invoquant le prétexte vertueux que la BCE n'allait pas courir au secours d'un canard boiteux.

"Chypre a été choisi pour une punition solennelle et exemplaire. C'est la Grèce qui aurait dû être à sa place mais les milieux politiques et les contribuables allemands ont eu ras le bol de payer les factures grecques." [5]

C'est ainsi que la représentante du FMI, Mme Lagarde, bras exécutif de la finance anglo-saxonne, le Conseil d'administration de l'Euroland présidé par un jeune Hollandais au nom imprononçable - Jeroen Dijsselbloem - qui a remplacé le Luxembourgeois Juncker, ainsi que le transparent Président Van Rompuy, mais au salaire faramineux, ont accouché en commun de la solution qui avait été inventée par l'Union soviétique moribonde en 1991: la **confiscation monétaire** .



Joyeuse réunion sur Chypre: à gauche M. Michael SARRIS, ministre des finances de la République de Chypre, au centre, M. Nicos ANASTASIADIS, Président de la République de Chypre, M. Herman VAN ROMPUY, Président du Conseil européen,



"Si une banque à risque ne peut pas se recapitaliser elle-même, alors nous discuterons avec les actionnaires et les créanciers obligataires, nous leur demanderons de contribuer (...) et, si nécessaire, nous le demanderons aux détenteurs de dépôts non garantis", a tranquillement asséné le bureaucrate hollandais (c'est-à-dire à Monsieur tout le monde qui a confié son épargne à la banque et qui se trouvera victime d'une manière d'extorsion de fonds "légale" effectuée par des pickpockets encravatés).

Mme Lagarde (FMI) et M. Michael SARRIS, ministre des finances de Chypre

Les peuples européens sont prévenus: le représentant des eurocrates bruxellois a révélé, avec l'inconscience du néophyte et la morgue du fonctionnaire grassement rémunéré, que l'accord obtenu - ou plutôt imposé - à Chypre "**fera date et pourra donc être étendu, en cas de besoin, à la quasi totalité des Etats européens**". Les pays de l'Europe du Nord et notamment la Hollande, ont immédiatement salué cette heureuse initiative, jugée "*rationnelle*" et "*sensée*". "**Sur le contenu, ce n'est pas si scandaleux**, susurre-t-on dans les couloirs de la Commission, **mais le moment est mal choisi...**". Cela signifie que lorsque le moment sera mieux "**choisi**", le remède de cheval imposé aux Chypriotes sera appliqué à l'ensemble des pays européens, et cela afin d'assurer la prospérité et la longévité des nouvelles vaches sacrées du monde entier : les BANQUES.

Mais, devant la levée de boucliers des vieux routiers de l'Eurogroupe qui ont immédiatement compris l'effet psychologique ravageur d'une telle annonce, suivi par un début de panique boursière, le jeune économiste polyglotte hollandais Dijsselbloem, rebaptisé "**Dijsselbourde**", a tenté de rétro-pédaler. Le commissaire européen aux marchés financiers, le Français Michel Barnier, est venu à son secours. Il a benoîtement affirmé que la "**Commission réfléchit à la manière d'éviter de faire payer les erreurs des banques**". Mais le Diable est dans les détails et les sous-entendus. La porte-parole du gouvernement



français, Mme Najat Vallaud-Belkacem nous a mis sur la voie lorsqu'elle a annoncé que "**le gouvernement de Chypre n'a pas su bien présenter le plan de sauvetage des banques**". Il y aurait donc, d'après cette habile et volubile porte-parole, une manière agréable et civilisée de présenter la manière de voler les épargnants? [6]

M. Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe

Eurêka! D'Espagne est venue la lumière : le gouvernement a déjà commence par instaurer une **taxe payée par les banques**... mais à charge pour elles de la refacturer à leurs clients. On ne ponctionne donc pas directement les comptes des clients, mais, dans un second temps, le montant de la **taxe sera déduit des intérêts des placements**. Pour l'instant la taxe est de 0,2%... en attendant la suite. Cette manière-là de "**présenter le plan de sauvetage des banques**" qui a certainement tout pour séduire Mme Vallaud-Belkacem, a immédiatement été adoptée aux antipodes par M. Bill English, Ministre des finances de Nouvelle Zélande. Il suffisait de commencer.

9 - Conclusion pessimiste

Certes, aux dernières nouvelles, les économies des petits épargnants seraient protégées. Mais le principe de **l'inviolabilité de la propriété privée que le capitalisme libéral se glorifiait de respecter est aujourd'hui piétiné**. Ainsi, après avoir spéculé avec les dépôts des épargnants, après avoir largement profité du droit qui leur était accordé de s'enrichir en participant à la création de la lourde dette qui grève les finances des Etats, après avoir supplié les mêmes Etats de les renflouer aux frais des contribuables à la suite de placements hasardeux, il ne restait plus aux banques qu'à voler les économies et les placements des épargnants. C'est ce que les "autorités" politiques européennes viennent de les autoriser à mettre en place.

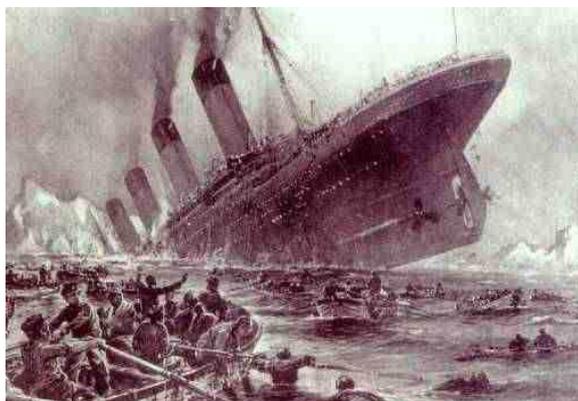
Le **moral** des épargnants, ainsi que son corollaire, la **confiance dans le fonctionnement du système**, en sont le véritable carburant. Ce baromètre est infaillible. C'est lui qui fait de l'économie, non pas une science, comme certains naïfs le prétendent, mais un appendice de la **psychologie**, dans la sous-section de l'étude des passions et des humeurs.

Voir: La "main invisible du marché": Une histoire de "bulles", de "subprimes", de "monolines" et autres merveilles de la "finance structurée"

Or, à partir du moment où le projet de taxer les dépôts bancaires continue de cheminer dans les tuyaux des dirigeants de l'Union européenne, afin de confisquer une partie des dépôts de la manière la plus sournoise possible, le **pacte de confiance** entre les déposants et leur banque est rompu. Les conséquences de la défiance sont imprévisibles. A l'heure où le capitalisme mondial tout entier est devenu une gigantesque chaîne de Ponzi dans lequel la FED devient une usine de faux-monnayeurs, une nouvelle bulle risque d'éclater à tout moment. Et alors... personne, aujourd'hui n'est en mesure d'en prévoir les conséquences.

Titanic du capitalisme mondialisé

Un autre nuage menaçant pour les Européens se profile à l'horizon: le projet de **Zone de libre-échange transatlantique** qui n'est pas sans rapports avec le désastre bancaire qui secoue l'Europe. Alors que la situation financière des Etats-Unis est plus catastrophique encore que celle de l'Europe, il ne faut pas être un grand devin pour comprendre qu'avec l'aide du FMI, l'Amérique n'est pas étrangère à la "solution" de



spoliation des dépôts et qu'elle cherche par tous les moyens à détourner les capitaux du Vieux Monde afin d'en diriger le flux en direction de ses propres banques. Naturellement, les bureaucrates européens seront bernés, une fois de plus, et laisseront spolie les intérêts des citoyens européens, comme ils l'ont fait lors du récent "**partage des données nominatives**", au cours duquel les Américains se sont emparés des données personnelles des Européens, alors que la réciproque a été interdite aux Européens. C'est toujours ainsi que les Américains conçoivent le "**partage**". Si les Etats européens laissent la Commission de Bruxelles mettre le doigt dans cet engrenage, nous serons tondus.

Bibliographie

- **Frederick Raphael Burch, The True Function of Money & the False Foundation of Our Banking System Bank, 1923**
- **Eustace Mullins - Secrets of the Federal Reserve , The London Connection , 1952 -**
- **Maurice Allais, Les conditions monétaires d'une économie de marchés, Revue d'économie politique, 1993.**
- **Maurice Allais, Economie et Intérêt, 1998, Éd. Clément Juglar**
- **Maurice Allais, A la recherche d'une discipline économique (1943)**
- **Maurice Allais, Le Comportement de l'homme rationnel devant le risque : critique des postulats et axiomes de l'école américaine , Econometrica, vol. 21, 1953, p. 503-546**
- **Maurice Allais, Lettre aux Français, contre les tabous indiscutés, Marianne n° 659, 5 déc. 2009**
<http://ensmp.net/pdf/2009/Maurice%20Allais%20Lettre%20aux%20Francais.pdf>
- **Michael Parenti, Democracy for the Few, St. Martin's Press. New York. 1977.**
- **George Sylvester Viereck, The Strangest Friendship In History, Woodrow Wilson and Col. House, Liveright, New York, 1932 .**
- **Godfrey Hodgson, Woodrow Wilson's Right Hand: The Life of Colonel Edward M. House (Hardcover, 2006) -**
- **S. Freud, W.C. Bullit, President T.W.Wilson, portrait psychologique, Payot 2005**

Voici une liste des 50 plus gros détenteurs de dette souveraine française (2011) , selon les données Thomson Reuters eMAXX. Cette liste ne comprend pas les institutions comme les banques centrales, qui n'ont pas à signaler leur portefeuille aux régulateurs. Société Pays <http://actuwiki.fr/speculation/17236>

1 AXA Investment Managers Paris France	13 Groupama Asset Management France	25 Crédit Suisse Asset Management Suisse	38 Pioneer Investments Austria GmbH Autriche
2 Allianz Global Investors France SA France	14 Pacific Investment Management Co . Etats-Unis	26 State Street Global Advisors UK Ltd Royaume-Uni	39 MACIF Gestion France
3 MMA Finance France	15 Suravenir France	27 Monceau Assurances France	40 ERSTE-SPARINVEST Autriche
4 CM-CIC Asset Management France	16 Natixis Assurances France	28 BNP Paribas Investment Partners Royaume-Uni	41 Deka Investment GmbH Allemagne
5 BNP Paribas Asset Management SAS France	17 Swiss Life (France) France	29 Union Investment Privatfonds GmbH Allemagne	42 Vanguard Group Inc, The Etats-Unis
6 CNP Assurances France	18 MAAF France	30 BlackRock Global Investors Royaume-Uni	43 DWS Investment GmbH Allemagne
7 Amundi France 8 Covéa Finance SAS France	19 Natixis Asset Management France	31 Malakoff Médéric France (frere de Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa)	44 La Française des Placements France Investissements
9 Matmut France	20 Eurizon Capital SA Luxembourg	32 Dexia Asset Management Belgium SA Belgique	45 Legal & General Asset Management France
10 AEGON Investment Management B.V. Pays-Bas	21 UBS Global Asset Management Suisse	33 Scottish Widows Investment Royaume-Uni Partnership	46 Insight Investment Management Royaume-Uni
11 Fideuram Asset Management Irlande 12 Pioneer Investment Management Irlande	22 Standard Life Investments Ltd Royaume-Uni	34 La Banque Postale Asset Management France	47 Halbis Capital Management (France) France
	23 MACSF France	35 ING Investment Management B.V. Pays-Bas	48 KBC Asset Management SA (Luxembourg) Luxembourg
	24 Lyxor Asset Management France	36 ING Investment Management Belgium Belgique	49 JPMorgan Asset Management (UK) Ltd Royaume-Uni
		37 Kokusai Asset Management Co Ltd Japon	50 BNP Paribas Luxembourg SA Luxembourg (Leigh Thomas, Jean-Baptiste Vey pour le service français) Source : Reuters

NOTES :

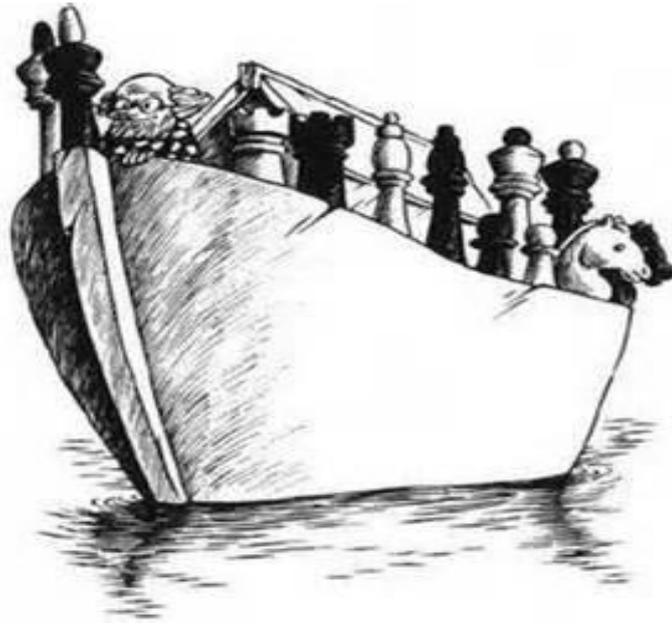
[1]<http://www.planetoscope.com/comptes-publics/315-compteur-de-la-dette-de-la-france-le-deficit-public-cumule.html>

[2] <http://www.planetoscope.com/comptes-publics/1184-compteur-des-interets-de-la-dette-publique-francaise-les-interets-pays-par-la-france.html> ▲

[3] *It Can Happen Here: The Confiscation Scheme Planned for US and UK Depositors* By Ellen Brown ▲

[4] http://demonocracy.info/infographics/eu/debt_piigs/debt_piigs.html ▲

[5] (Léonid Grigoriev, http://french.ruvr.ru/2013_03_29/L-aide-A-Chypre-peut-s-assimiler-a-une-menace)



Avertissement : "Ed-Kuruchetra" a pour mission de diffuser des documents à caractère historique pour mettre en évidence les réalités du monde en synchronicité avec leur réelle interprétation. Ce sont donc des informations qui vont à l'essentiel et hiérarchisent les connaissances en les rendant accessibles à toutes les intelligences. Car ce n'est pas le manque de bon sens qui fait le plus souvent défaut en général, mais la confusion créée délibérément pour dominer sans réciprocité. Les enjeux qui en découlent concernent les fondements mêmes de nos existences. C'est une œuvre spirituelle sans religiosité et politique sans parti pris... Mais sans complaisance !

Ed-Kuruchetra.over-blog.com

ed.kuruchetra@yahoo.fr



ED - KURUCHETRA